

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

PROUVY, le [cf date de signature]

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2023

### **Partie nominative**

#### **REVIVAL**

Chemin de la Blanchisserie  
59400 CAMBRAI

Affaire suivie par : MASCARTE Virginie  
Téléphone : 03 27 21 31 62  
Courriel : virginie.mascarte@developpement-durable.gouv.fr  
Références : 2023-V1-421  
Code AIOT : 0007004110  
Pièces jointes :

- Planche photographique
- Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 17/10/2023 de l'établissement REVIVAL implanté Chemin de la Blanchisserie - BP 166 59403 Cambrai. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**


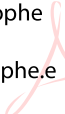
- MASCARTE Virginie, Unité départementale du Hainaut, V1, inspecteur de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

- Marlène SAUTIER - Responsable d'exploitation du site
- Antoine BAUDE - Coordinateur QSE du site

Le courriel d'échange avec l'administration est marlene.sautier@derichebourg.com

Rédacteur
<p>L'inspecteur de l'environnement</p> <div><p>Signature numérique de Virginie MASCARTE virginie.mascarte Date : 2023.11.14 14:57:18 +01'00'</p></div> <p>MASCARTE Virginie</p>

Vérificateur	Approbateur
<p>L'adjoint au chef de l'Unité Départementale du Hainaut</p> <div><p>Signé numériquement par Medhy MELIN medhy.melin Date : 2023.11.20 12:08:30+01'00'</p></div> <p>Médhy MELIN</p>	<p>Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le préfet du Nord Pour le directeur et par délégation, le chef de l'Unité Départementale du Hainaut</p> <div><p>Christophe EMIEL christophe.e miel</p><p>Signature numérique de Christophe EMIEL christophe.emiel Date : 2023.11.20 12:19:16 +01'00'</p></div> <p>Christophe EMIEL</p>

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 17/10/2023 de l'établissement REVIVAL implanté Chemin de la Blanchisserie - BP 166 59403 Cambrai, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Conditions de stockage  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012 article : annexe 1 point 10 °  
délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018 article : 9  
délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Porter-à-connaissance de modifications  
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021 article : R.181-46  
délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Systèmes de détection incendie  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article : 19
- nom : Rétentions  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > I.
- nom : Rétentions (ter)  
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article : 25 > V.

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

PROUVY, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL**

Chemin de la Blanchisserie  
59400 CAMBRAI

Références : 2023-V1-421  
Code AIOT : 0007004110

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté Chemin de la Blanchisserie - BP 166 59403 Cambrai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a eu lieu dans le cadre du suivi du Plan Pluriannuel de Contrôle 2023 de la DREAL. La dernière visite d'inspection du site ayant eu lieu en 2016.

Cette visite a également été l'occasion de contrôler certaines dispositions mentionnées dans le porter-à-connaissance déposé par l'exploitant en date du 10 février 2012.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL
- Chemin de la Blanchisserie - BP 166 59403 Cambrai
- Code AIOT : 0007004110

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Revival à Cambrai exploite des installations de récupération de métaux et de démolition de véhicules hors d'usage. Elle reçoit des véhicules hors d'usage déposés soit directement par les propriétaires, soit par les professionnels de l'automobile (garagistes, compagnies d'assurance, etc.).

Le chantier de récupération de ferrailles est régulièrement autorisé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 15 juillet 1985. L'autorisation a été délivrée initialement à la société NORFER et la reprise de l'exploitation par la société STRAP a été déclarée le 10 décembre 2010. Le 05 novembre 2014, la Préfecture a acté le changement de dénomination sociale de la société STRAP pour la société REVIVAL.

Par ailleurs, un agrément « centre VHU » a été accordé à la société pour le site exploité à Cambrai par arrêté préfectoral du 06/11/2018.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels liés aux VHU et aux déchets (métaux)
- Eléments du PAC du 10 février 2012

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La hiérarchisation des enjeux à mener l'inspection à relever x points non conformes, x faits susceptibles de suite et x observations.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, annexe 1 point 10°	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
16	Porter-à-connaissance de modifications	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Systèmes de détection incendie (VHU)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	/	Sans objet
6	Rétentions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > I.	/	Sans objet
10	Rétentions (ter)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > V.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	/	Sans objet
7	Rétentions (bis)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > II.	/	Sans objet
12	Entreposage des pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > II.	/	Sans objet
17	Mesures périodiques des polluants	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'Inspection de l'Environnement a relevé 3 faits non conformes faisant l'objet d'une proposition de mise en demeure, 3 faits susceptibles de suite et 2 observations.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, annexe 1 point 10°
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;</li><li>- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, <b>de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs.</b></li></ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;</li></ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;</li></ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de l'inspection 4 VHU sont présents. Les batteries ont été retirées. Les VHU sont entreposés au sein d'un espace dédié non couvert. Le sol est en béton. L'exploitant précise que celui-ci est imperméable, toutefois celui-ci apparaît relativement fissuré sur l'ensemble du site. Il n'existe pas de dispositif de collecte des fuites ou de rétention en cas de déversement accidentel de fluide au niveau de ces VHU.</p> <p>Les véhicules sont dépollués au sein d'une station mobile (cf photos) qui elle est entièrement sur rétention. Les batteries sont stockées dans des conteneurs fermés.</p> <p><b>Fait avec suite :</b> Le sol de la zone de stockage des VHU non dépollués doit être imperméable et munie d'un dispositif de collecte des fuites.</p> <p><b>Observation :</b> La rétention de la station mobile était remplie à moitié. Il convient de définir les modalités de vidange de cette rétention. Il convient de rappeler qu'une rétention devrait être propre et sèche.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affichage des zones à risque
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant a présenté un plan dont la dernière mise à jour date du 07/12/2021.</p> <p>Ce plan comporte l'ensemble des éléments requis par la prescription édictée. Les risques afférents à chaque activité présente sur le site sont identifiés via des pictogrammes.</p> <p>Depuis l'inspection un plan à jour a été transmis (MAJ en date du 26/10/2023) afin de prendre en compte les modifications survenues sur le site, à savoir la création d'une métallerie et de zones de stockage de produits chimiques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Systèmes de détection incendie (VHU)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, disponibilité et entretien des détecteurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction.</p> <p>Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de</p>

<p>l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le seul local technique, en lien avec les installations relevant de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, présent est la station mobile de dépollution des VHU. L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la présence d'un système de détection incendie.</p> <p><b><u>Fait susceptible de suites :</u> Il convient de confirmer la présence d'un système de détection incendie au sein de cette station mobile.</b></p> <p>Les autres dispositions de la prescription n'ont pas été contrôlées lors de cette inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 5 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consistance des moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</li> </ul> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li> <li>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</li> </ol> </li> </ul> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. <b>Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière.</b> Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont</li> </ul>

<b>entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;</b> [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'extincteurs répartis au sein des différentes zones de stockage, au nombre de 17. Ces extincteurs ont fait l'objet d'une vérification annuelle en date du 07/06/2023.</p> <p>Toutefois, aucun poteau incendie (PI) n'est situé à moins de 100 m des limites du site. Deux PI sont situés respectivement à 165 m et 250 m du site.</p> <p>L'exploitant a déposé un dossier de porter-à-connaissance auprès de la préfecture du Nord, en date du 10/02/2012. Ce dossier intègre un calcul des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie (D9). Ces besoins sont évalués à 450m<sup>3</sup>/h (soit 900 m<sup>3</sup> pour 2h).</p> <p>Les mesures de débits transmis pour les deux PI situés à proximité du site datent de 2012 et les résultats démontrent que les débits de ceux-ci s'avèrent insuffisants pour répondre aux besoins énoncés ci-dessus.</p> <p>Il revient à l'exploitant de s'assurer des débits disponibles de ces poteaux incendie en se rapprochant soit du gestionnaire du réseau, soit du SDIS.</p> <p>Une cuve d'eau aérienne de 2,5 m<sup>3</sup> est également présente sur le site.</p> <p><b><u>Fait avec suites</u> : L'exploitant doit disposer de moyens suffisants pour la lutte contre l'incendie.</b></p> <p>Le seul local fermé concerné est le local où sont stockés et triés les différents métaux "précieux" (laiton, ...) ainsi que les DEEE. Celui-ci n'est pas muni de système de détection incendie. L'exploitant précise que ce local est télésurveillé.</p> <p><b><u>Fait avec suites</u> : Le local abritant les métaux (zone métallerie) ainsi que les DEEE doit être doté d'une détection automatique incendie.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, volume des rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>

<p><b>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li><b>— dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</b></li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les différents fluides issus des opérations de dépollution sont stockés dans des fûts séparés et disposés sur rétention (cf photos).</p> <p>L'exploitant a mis en place un affichage rappelant les quantités maximales pouvant être stockées sur chaque rétention ainsi que leur volume (cf photos).</p> <p><b>Fait susceptible de suite :</b> Le jour de l'inspection 4 fûts de 220 litres sont disposés sur une rétention d'une capacité de 440 litres. Dans cette configuration (récipients de capacité inférieure à 250 litres), la rétention s'avère insuffisante.</p> <p>L'affichage doit être modifié pour prendre en compte cette spécificité liée aux stockages de récipients de capacité inférieure à 250 litres.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 7 : Réentions (bis)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 &gt; II.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, modalités</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place un affichage rappelant les incompatibilités des différents produits susceptibles d'être stockés. Le jour de l'inspection aucuns produits incompatibles ne sont stockés sur une même rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 10 : Rétentions (ter)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 > V.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, confinement des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] V - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.  En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. [...]  En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : — du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; — du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; — du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ; — les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.
<b>Constats :</b>  D'après l'exploitant, les eaux susceptibles d'être polluées, comme les eaux pluviales du site, convergent vers un dispositif déboureur déshuileur puis traversent une vanne avant d'être rejetées dans le milieu naturel, le site est réputé imperméable. Le jour de l'inspection, l'état du sol, fissuré par endroit (cf photos) laisse penser que celui-ci n'est plus totalement imperméable. Par ailleurs l'exploitant doit préciser si le dispositif mis en place constitue un dispositif interne ou externe et se conformer aux prescriptions correspondantes (vanne automatisée le cas échéant).  <b><u>Fait susceptible de suites :</u></b> La disponibilité du volume requis pour le confinement doit être démontrée. <b><u>Fait susceptible de suites :</u></b> le type de confinement considéré doit être précisé (interne ou externe), les orifices d'écoulement doivent être conformes : vanne automatisée et dispositif de protection le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Entreposage des pneumatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, entreposage des pneumatiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m <sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m <sup>3</sup> , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.
<b>Constats :</b>  Les pneumatiques retirés des véhicules sont stockés dans une zone dédiée en attente d'être déjantés puis stockés dans une benne de volume inférieur à 50 m <sup>3</sup> (cf photos).  <b>Observation :</b> il convient d'identifier l'ensemble des zones concernées sur les plans à jour, notamment la zone de pneus non déjantée à proximité des VHU en attente de dépollution (cf photos).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Porter-à-connaissance de modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter-à-connaissance de modifications
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  [...]
<b>Constats :</b>  Un porter à connaissance a été déposé par l'exploitant en février 2012. Ce porter-à-connaissance n'a pas fait l'objet d'un examen complet de la part de l'inspection, <u>toutefois certaines modalités d'exploitation observées lors de l'inspection ne correspondent pas au dossier déposé, la liste ci-dessous n'est pas exhaustive :</u> - les rubriques doivent être mises à jour ;

- les dispositions concernant le stockage des VHU et notamment la rétention et la récupération des déversements accidentels doivent être revues ;
- page 37 : "les pneumatiques ne sont pas démontés et sont laissés à la charge du broyeur" : le jour de l'inspection il est observé que les pneumatiques sont démontés et déjantés sur place ;
- Les conditions de stockage ainsi que les emplacements dédiés ont évolués, les différents plans doivent être mis à jour ;
- Le calcul des besoins en eau contre la lutte incendie (D9) doit être revu, de même que le document (D9A) ;
- Les moyens incendies disponibles doivent également être revus en fonctions des besoins calculés.

**Fait avec suite :** L'ensemble des modifications survenues sur le site doit être porté à la connaissance du préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 17 : Mesures périodiques des polluants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôles annuels des polluants

**Prescription contrôlée :**

Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le Ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures.

**Article 17 de l'arrêté du 06/06/2018 :**

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

**1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)**

Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)

flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
---	----------

flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l
---	---------

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)

flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l
---	----------

flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l
---	----------

2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)			
	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercurure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	1957-12-05	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle annuel, en date du 24/07/2023, réalisé par le laboratoire CERECO. Les concentrations des différents polluants ont été mesurées, celles-ci sont inférieures aux valeurs limites précisées à l'article 17 précité.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			